

## MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE (MOE)

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(CCAP)

#### Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État - Ministère chargé des transports  
Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)  
Service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC-PF)

#### Représentant du Pouvoir adjudicateur

Monsieur le directeur du Service d'État de l'aviation civile en Polynésie française

#### La Maîtrise d'ouvrage

Service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC-PF)

#### La Conduite d'opération

Service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC-PF)  
Département des Ressources et de l'Ingénierie  
Division Patrimoine, Logistique et Ingénierie  
*Assurée par la Subdivision ingénierie et étude*

#### Objet du marché

Mission de maîtrise d'œuvre relative au projet de déploiement d'installations photovoltaïques sur le périmètre du SEAC-PF  
Zone Nord de l'aéroport de Tahiti-Faa'a.

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

	<b>Pages</b>
ARTICLE PREMIER. NATURE ET OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES ..5	5
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Définition de la procédure .....	5
1-3. Clauses / mesures environnementales.....	6
1-4. Titulaire du marché .....	6
1-5. Sous-traitance.....	6
1-6. Catégorie d'ouvrage et nature des travaux .....	6
1-7. Contenu des éléments de mission .....	6
1-8. Tranches et phases d'exécution des travaux.....	7
ARTICLE 2. ACTEURS ET ORGANISATION.....	7
2-1. Maîtrise de l'ouvrage.....	7
2-2. Représentation du Pouvoir Adjudicateur .....	7
2-3. Conduite d'opération .....	8
2-4. Programmation.....	8
2-5. Contrôle Technique de la construction .....	8
2-7. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.....	8
2-8. Coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI) .....	8
2-9. Ordonnancement, pilotage, coordination .....	9
2-10. Mode de dévolution des travaux .....	9
2-11. Connaissance du site .....	9
2-12. Étendue de la mission .....	9
2-13. Modalités d'organisation et de communication .....	9
ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
3-1. Pièces particulières.....	10
3-2. Pièces générales .....	10
ARTICLE 4. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE .....	11
ARTICLE 5. FORFAIT DE REMUNERATION .....	11
5-1. Modalité de fixation du forfait de rémunérations .....	11
5-2. Dispositions diverses .....	12
ARTICLE 6. PRIX.....	12
6-1. Forme du prix.....	12
6-2. Mois d'établissement du prix du marché.....	12
6-3. Modalités de révision des prix .....	12
ARTICLE 7. REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE .....	13
7-1. Avance .....	13
7-2. Acomptes .....	13
7-3. Solde .....	16

7-4. Délais de mandatement et de paiement.....	17
7-5. Intérêts moratoires .....	17
7-6. Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement.....	17
ARTICLE 8. DELAIS – PENALITES POUR RETARD.....	18
8-1. Établissement des documents d'études .....	18
8.2. Réception des documents d'études .....	21
8-3. Autres pénalités.....	23
ARTICLE 9. PHASE TRAVAUX.....	23
9-1. Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs.....	23
9-2. Vérification des projets de décompte finaux des entrepreneurs .....	24
9-3. Instruction des mémoires de réclamation .....	24
9-4. Ordres de services .....	24
9-5. Modifications (avenants) aux marchés de travaux.....	25
9-6. Visa des études d'exécution des entrepreneurs .....	25
9-7. Établissement des comptes-rendus de réunion .....	25
9-8. Opérations préalables à la réception .....	25
9-9. Conditions d'application des pénalités .....	26
ARTICLE 10 - COUT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX .....	26
ARTICLE 11 - TOLÉRANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DE REALISATION DES TRAVAUX .....	27
ARTICLE 12 - SEUIL DE TOLÉRANCE .....	27
ARTICLE 13 - COUT DE RÉFÉRENCE DES TRAVAUX .....	28
ARTICLE 14 - COUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX.....	28
ARTICLE 15 - CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT .....	29
ARTICLE 16 - TOLÉRANCE SUR LE COUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX .....	29
ARTICLE 17 - SEUIL DE TOLÉRANCE SUR LE COUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX .....	29
ARTICLE 18 - COMPARAISON ENTRE RÉALITÉ ET TOLÉRANCE .....	29
ARTICLE 19 - PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE.....	29
ARTICLE 20 – MESURES CONSERVATOIRES .....	30
ARTICLE 21 – ORDRES DE SERVICES .....	30
ARTICLE 22 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .	30
ARTICLE 23 - DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	31
ARTICLE 24 – MODIFICATION DU COÛT PREVISIONNEL DES TRAVAUX SANS MODIFICATION DE LA CONSISTANCE DU PROJET .....	31
ARTICLE 25 – UTILISATION DES RESULTATS.....	31
ARTICLE 26 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION .....	32
ARTICLE 27 – CONDUITE DES PRESTATIONS DANS LE CADRE D'UN GROUPEMENT .....	32
ARTICLE 28 – ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION .....	32
ARTICLE 29 - RESILIATION DU MARCHE.....	33
29-1. Résiliation du fait du maître d'ouvrage .....	33

ARTICLE 30 - CLAUSES DIVERSES .....	33
30-1. Modifications apportées en cours d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre .....	33
30-2. Saisie-arrêt / avis à tiers détenteur .....	35
30-3. Assurances .....	36
ARTICLE 31 - DÉROGATIONS AU CCAG-MOE .....	37
ARTICLE 32 – ACCEPTATION DU PRESENT CCAP.....	37

# Cahier des Clauses Administratives Particulières

*Il est rappelé que le terme de "marché public" désigne un marché ou un accord-cadre conformément à l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015*

## **ARTICLE PREMIER. NATURE ET OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché**

Le Service d'État de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC-PF) a pour projet d'augmenter sa production d'électricité à partir d'énergie solaire pour tendre vers l'objectif « zéro émission de carbone à l'horizon 2050 pour les activités aéroportuaires ». A ce jour, deux bâtiments (DRI référencé B011 et Manureva référencé B029) sont équipés en toiture de panneaux photovoltaïques pour une puissance totale de 99 kWc.

A ce titre, une équipe de maîtrise d'œuvre pluridisciplinaire est à constituer afin de mener à bien l'opération consistant à déployer des installations photovoltaïques sur des bâtiments existants ou sur des ouvrages dédiés (ombrière) à créer. Tous les ouvrages sont ou seront situés en zone Nord de l'aéroport de Tahiti-Faa'a.

Au regard de l'article R2431-3 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage classe les ouvrages à créer dans la catégorie « opération de construction neuve de bâtiment » pour ce qui concerne l'édification des ombrières supportant les panneaux photovoltaïques et dans la catégorie « opération de réhabilitation de bâtiment » pour ce qui concerne les toitures du centre médico-social - CMS (B027) et du bâtiment existant DRI (B011) qui seront équipées d'une installation photovoltaïque neuve.

En amont de cette consultation, une étude de faisabilité a été menée par le bureau d'études Hotu Nui Ingénierie, suivi de la rédaction d'un programme de l'opération. Ce dernier document est présenté en annexe du CCTP et servira à l'élaboration de l'offre attendue par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Pour précision, le programme de l'opération en annexe s'arrête à l'installation de générateurs photovoltaïques mais la mission de maîtrise d'œuvre doit également inclure le diagnostic et les études en vue des travaux complémentaires nécessaires sur la structure existante (toiture métallique) du bâtiment DRI [B011]. En parallèle, une opération sera conduite pour l'installation de deux générateurs photovoltaïques sur le bâtiment CMS, respectivement destinés à alimenter le CMS et le Fare Motu Tahiti – FMT (B030). Cette dernière opération étant plus limitée et associée à un autre poste de livraison EDT, elle fera l'objet d'un phasage distinct.

### **1-2. Définition de la procédure**

La procédure retenue est la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 à -8 du code de la commande publique

Elle est organisée dans les conditions fixées par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à cette procédure.

### **1-3. Clauses / mesures environnementales**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social. La démarche de haute qualité environnementale sera une réponse appropriée à cette clause.

### **1-4. Titulaire du marché**

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom " maître d'œuvre" (MOE) sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement. Le MOE ne pourra céder le bénéfice du contrat.

Le mandataire du groupement désigné à l'acte d'engagement, aura seul qualité pour recevoir ou faire toutes notifications du ou au Maître d'ouvrage.

### **1-5. Sous-traitance**

Le MOE peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

La sous-traitance ne peut concerner l'essentiel du marché et ne peut être que partielle.

En vue d'obtenir l'acceptation de cet agrément, le MOE adresse au Maître d'ouvrage, par lettre recommandée, une demande mentionnant la nature des prestations sous-traitées, le nom, la désignation sociale et l'adresse du sous-traitant ainsi que les conditions de paiement prévues.

Toute sous-traitance non déclarée et non agréée par le maître d'ouvrage constitue l'une des causes de résiliation de plein droit prévue au C.C.A.G marché de maîtrise d'œuvre.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies dans le C.C.A.G marché de maîtrise d'œuvre.

### **1-6. Catégorie d'ouvrage et nature des travaux**

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie « opération de construction neuve de bâtiment » pour ce qui concerne l'édification des ombrières supportant les panneaux photovoltaïques et dans la catégorie « opération de réhabilitation de bâtiment » pour ce qui concerne les toitures du centre médico-social - CMS (B027) et du bâtiment existant DRI (B011) qui seront équipées d'une installation photovoltaïque neuve.

### **1-7. Contenu des éléments de mission**

L'équipe retenue se verra attribuer « une mission complète » de maîtrise d'œuvre conformément aux articles R24(31-1 à 32-7) du code de la commande publique.

La mission confiée au maître d'œuvre est constituée des éléments de missions définis aux articles R2431-1 à -37 du code de la commande publique. Ces éléments de mission sont considérés comme des parties techniques.

Cette mission comprend les éléments suivants :

- AVP : les études d'avant-projet décomposées en APS (Avant-Projet-Sommaire) et APD (Avant-Projet-Définitif) ;
- PC : élaboration du dossier de permis de construire.
- PRO : les études de projet ;
- ACT : l'établissement du dossier de consultation des entreprises, l'assistance au maître de l'ouvrage lors de la publicité puis pour la passation des contrats de travaux (rapport d'analyse des offres et mise au point des marchés de travaux) ;
- VISA : l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;
- DET : l'assistance à la direction de l'exécution des contrats de travaux : Forfait pour un nombre de visite ;
- AOR : l'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception, tel que prévu au C.C.A.G marché de maîtrise d'œuvre.

La mission inclut la **Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)**.

La mission du maître d'œuvre comprendra la mission complémentaire **Etudes de diagnostic (DIAG)**,

Les missions et rémunérations seront assimilées pour l'ensemble du marché d'assistance à maîtrise d'œuvre à des missions pour des « constructions neuves » y compris les aménagements extérieurs et VRD.

Le contenu des éléments de mission est également défini dans le cahier des clauses techniques particulières joint au présent marché.

Dans le cadre de sa mission, le titulaire prendra obligatoirement les deux engagements suivants :

- engagement n°1 : respect du coût prévisionnel des travaux ;
- engagement n°2 : respect du coût résultant des contrats de travaux.

## **1-8. Tranches et phases d'exécution des travaux**

L'exécution des travaux fera l'objet d'une tranche unique.

## **ARTICLE 2. ACTEURS ET ORGANISATION**

### **2-1. Maîtrise de l'ouvrage**

Direction Générale de l'Aviation Civile  
Service d'État de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC-PF)  
Aéroport de Tahiti Faa'a - BP 6404 - 98702 FAA'A

### **2-2. Représentation du Pouvoir Adjudicateur**

Monsieur le directeur du Service d'État de l'aviation civile en Polynésie française.  
Aéroport de Tahiti Faa'a - BP 6404 - 98702 FAA'A

### **2-3. Conduite d'opération**

La subdivision ingénierie et Etude de la division du Patrimoine de la Logistique et de l'Ingénierie du Département des Ressources et de l'Ingénierie (SIE/DPLI/DRI)  
Aéroport de Tahiti Faa'a - BP 6404 - 98702 FAA'A

### **2-4. Programmation**

Le programme a été établi par le bureau d'études Hotu Nui Ingénierie.

### **2-5. Contrôle Technique de la construction**

La présente opération est soumise à l'obligation d'un marché de contrôle technique de la construction au sens de la loi 78-12 du 04 janvier 1978.

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un bureau de contrôle agréé dont les missions seront définies selon la norme NF P 03.100.

La maîtrise d'œuvre doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître d'ouvrage lui aura notifiées pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve au stade des études de conception.

L'identité du bureau de contrôle désigné sera communiquée au maître d'œuvre dès l'attribution du marché de contrôle technique effectuée.

### **2-7. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé**

L'opération est soumise aux dispositions de la loi du 31 décembre 1993, et des décrets pris pour son application, relative à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou génie civil. La coordination sera de niveau 2.

La mission de coordination SPS, sera confiée par le maître de l'ouvrage à un prestataire extérieur à la maîtrise d'œuvre dès le démarrage des études d'avant-projet (APS).

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre doit fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de sa mission et tenir compte des avis de celui-ci.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Les coordonnées du coordonnateur SPS seront communiquées à l'assistance à maîtrise d'œuvre dès l'attribution du marché de CSPS effectuée.

La maîtrise d'œuvre doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du coordonnateur que le maître d'ouvrage lui aura notifiées pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études d'avant-projet que de la réalisation du ou des ouvrages.

### **2-8. Coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI)**

La mission de coordination SSI sera gérée par le titulaire du présent marché.



## **2-9. Ordonnancement, pilotage, coordination**

La mission d'OPC sera confiée par le représentant du pouvoir adjudicateur à un prestataire extérieur à la maîtrise d'œuvre s'il décide d'en missionner un.

## **2-10. Mode de dévolution des travaux**

La dévolution des travaux sera en marchés allotis.

La répartition des lots des marchés de travaux sera arrêtée définitivement par le maître de l'ouvrage, après proposition du maître d'œuvre, au plus tard à la fin des études d'avant-projet définitif (APD).

## **2-11. Connaissance du site**

Le MOE est réputé connaître le site d'implantation du projet ainsi que son environnement immédiat. Il est également réputé connaître les différentes contraintes urbanistiques, fonctionnelles, techniques, etc. afférentes au projet.

Il lui appartiendra de solliciter l'ensemble des services concessionnaires de réseaux afin de disposer de toute information utile à la disponibilité et à la faisabilité des raccordements de son projet.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des données relatives au site et aux existants qui lui ont été fournies lors de la consultation.

## **2-12. Étendue de la mission**

Le contenu et l'étendue de la mission de MOE confiée au titulaire est précisée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières joint au présent marché.

## **2-13. Modalités d'organisation et de communication**

### **2-13.1. Relations pour la conduite du projet**

L'ensemble des études confiées à la Maîtrise d'œuvre sera réalisé en collaboration étroite et permanente avec le Maître d'ouvrage et le conducteur d'opération.

Le Maître d'ouvrage et le conducteur d'opération devront disposer à tout moment de toutes les informations techniques et économiques nécessaires au contrôle des différentes phases d'études.

Toute prise de décision ayant une incidence architecturale, technique, économique, calendaire ou fonctionnelle devra être proposée au conducteur d'opération lequel la soumettra à l'approbation du Maître d'ouvrage.

L'équipe de maîtrise d'œuvre désignera un responsable habilité à prendre toute décision nécessaire et tout engagement au nom de l'équipe sur le plan de la gestion technique du projet. Ce responsable sera l'interlocuteur unique et permanent de l'équipe de maîtrise d'ouvrage tout au long de l'opération.

Pendant la phase « études et conception », des réunions périodiques d'avancement entre Maîtrise d'œuvre et Maîtrise d'ouvrage seront programmées selon nécessité avec à minima 2 réunions de travail par phase d'études. La rédaction et la diffusion des comptes rendus de ces réunions seront assurées par le MOE.

L'équipe de maîtrise d'œuvre s'attachera à diffuser systématiquement dans un délai compatible avec une éventuelle prise de décision, les comptes rendus, états mensuels d'avancement, rapports et autres documents techniques, administratifs ou financiers significatifs.

L'équipe de maîtrise d'œuvre assurera l'organisation matérielle et l'animation des réunions techniques de mise au point du projet, en fixera le calendrier et les ordres du jour. Les ordres du jour des réunions de mise au point seront définis conjointement avec le maître d'ouvrage et l'équipe de maîtrise d'œuvre, et transmis à l'ensemble des intéressés au plus tard cinq jours ouvrables avant la réunion. Le MOE établira et diffusera les comptes-rendus relatifs à chaque réunion. Ces derniers devront mentionner notamment :

- les modifications des plans et documents diffusés à l'occasion des réunions ou pendant les périodes intermédiaires ;
- l'avancement des prestations de la phase en cours par rapport au planning et les moyens mis en œuvre pour rattraper les retards, le cas échéant.

Chaque compte rendu sera adressé sous cinq jours ouvrés au Maître d'ouvrage ainsi qu'à tout participant à la réunion. En cas de désaccord, les points de divergence seront examinés au cours de la réunion suivante et les corrections portées en tête du nouveau compte rendu.

### **2-13.2. Relations avec l'Administration**

Pour l'établissement des demandes auprès de l'Administration ou des Services Publics, le Maître d'ouvrage et le conducteur d'opération prendront connaissance au préalable des documents établis par l'équipe de Maîtrise d'œuvre, avant d'en assurer la diffusion.

Au cours de l'instruction des dits dossiers, l'équipe de Maîtrise d'œuvre fournira toute assistance à la Maîtrise d'ouvrage.

Il n'appartiendra qu'au Maître d'ouvrage d'intenter, le cas échéant, toute réclamation envers l'Administration.

### **2-13.3. Relations avec les entreprises**

Si une contestation s'élève pendant ou à la suite d'une mission réalisée par l'équipe de Maîtrise d'œuvre, entre un entrepreneur ou un fournisseur et le Maître d'ouvrage, ce dernier demandera à l'équipe de Maîtrise d'œuvre d'intervenir pour l'assister dans la défense de ses intérêts.

## **ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### **3-1. Pièces particulières**

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le programme de l'opération et ses annexes.

### **3-2. Pièces générales**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise

d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

- Le code de la commande publique, dans sa partie réglementaire, deuxième partie, livre IV, titre III et au chapitre Ier relatif à la mission de maîtrise d'œuvre privée ;

- L'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

- Le CCTG (cahier des clauses techniques générales) applicable aux marchés publics de travaux :

- annexe 1 : travaux de génie civil ;
- annexe 2 : travaux de bâtiment.

en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m0) tel que défini à l'acte d'engagement.

- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009.

## **ARTICLE 4. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Le taux de TVA applicable sera celui fixé par les dispositions législatives ou réglementaires et s'imposera de plein droit.

## **ARTICLE 5. FORFAIT DE REMUNERATION**

Concernant la règle des arrondis, pour l'ensemble des calculs du présent marché, il sera fait application des dispositions suivantes :

- s'agissant des montants (coût prévisionnel, forfait de rémunération, pénalités de retard, réfaction), ils seront arrondis à l'euro supérieur ;
- s'agissant des coefficients de révision, ils seront arrondis au millième supérieur ;
- s'agissant du taux de rémunération, seules 2 décimales après la virgule seront gardées, si la 3ème est inférieure ou égale à 5, la 2ème décimale sera conservée et si la 3ème décimale est supérieure à 5, la 2ème décimale sera majorée de 1.

### **5-1. Modalité de fixation du forfait de rémunérations**

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération  $t$  fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée dans l'acte d'engagement.

Dès que le coût prévisionnel définitif des travaux sur lequel s'engage l'équipe de maître d'œuvre est établi, au stade de l'élément APD, et accepté par le maître d'ouvrage, le forfait définitif de rémunération est arrêté dans les conditions fixées à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le montant de la partie de l'enveloppe financière initiale affectée aux travaux  $C_0$  pris en compte pour le calcul du forfait définitif de rémunération  $F_d$  pourra être modifié dans les conditions prévues à l'article 30.1 du présent CCAP, afin d'intégrer les incidences financières d'aléas ou de modifications de programme ne relevant pas du fait de la maîtrise d'œuvre.

## **5-2. Dispositions diverses**

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la mission.

Le MOE s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois **m0** des études figurant à l'acte d'engagement.

Le coût prévisionnel des travaux, le taux de rémunération et le forfait définitif de rémunération seront fixés par l'élaboration et la passation d'un avenant dès l'approbation des études d'avant-projet définitif (APD) par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En complément de l'article 10-1 du CCAG-MOE, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclu en groupement :

- en cas de co-traitance conjointe ou solidaire, les prix du mandataire sont censés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations coordination et contrôle, y compris frais généraux, impôts taxes ou autre, une marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances ;
- en cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire du lot de ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ces défaillances.

## **ARTICLE 6. PRIX**

### **6-1. Forme du prix**

Le prix est forfaitaire et révisable dans les conditions fixées à l'article 6-3. ci-dessous.

### **6-2. Mois d'établissement du prix du marché**

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois **m0** (m0 Etudes) fixé dans l'acte d'engagement.

### **6-3. Modalités de révision des prix**

La révision prévue par l'article 6-1. ci-avant est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (**C**) de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + (0,85 \times (Im/Io))$$

dans laquelle :

Io = index ingénierie (FUSBT 06.0) du mois « m0 -1 » Études (mois d'établissement des prix – 1 mois) ;

Im = Index ingénierie (FUSBT 06.0) du mois « m -1 » (mois de révision – 1 mois)

*NB : Un décalage de lecture de 1 mois est appliqué pour les index*

Ce mois « m » est déterminé comme suit :

Pour les éléments d'études DIAG, APS, APD, PC, PRO et ACT :

- index du mois de remise contractuelle de l'élément au maître d'ouvrage.

## **Coefficient de révision**

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Si les prestations ci-dessus ne sont pas achevées à l'expiration du délai d'exécution fixé par le marché, la révision du prix ne se poursuit pas au-delà du délai contractuel fixé à l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 7. REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE**

### **7-1. Avance**

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche affermie si leur durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par la durée exprimée en mois.

Le paiement de cette avance interviendra dans un délai global de 30 jours à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

En cas de groupement, l'avance est versée soit à un compte commun, soit à chaque cotraitant sur la base de la répartition des montants de marché fixée dans l'acte d'engagement.

Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché ou de la tranche atteint ou dépasse 40% du montant du marché ou de la tranche. Ce remboursement doit être terminé lorsque le pourcentage des prestations exécutées atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

En cas de sous-traitance, les dispositions prévues aux articles R2191-3 à R2191-5 du CCP.

### **7-2. Acomptes**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques dans les conditions suivantes :

#### **7-2.1. Pour l'établissement des documents d'études suivants : DIAG, APS, APD, PRO**

Les prestations incluses dans ces éléments sont réglées de la manière suivante :

- Après réception du document d'études correspondant à l'élément de mission : **70%**
- Après validation du document d'études : **30 %**

Toutefois, ces prestations pourront faire l'objet d'acomptes mensuels dans le cas où leur délai d'exécution est supérieur à un mois. Dans ce cas, l'état périodique établi par le MOE comporte le compte rendu d'avancement d'étude et indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement

de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

En tout état de cause, ces acomptes ne pourront dépasser 70 % de l'élément considéré, le solde intervenant après approbation des études correspondantes.

#### **7-2.2. Pour l'établissement des autorisations d'urbanisme PC**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- Après réception du dossier de PC : **30%**
- Après obtention du PC : **20 %**

#### **7-2.3. Pour l'exécution des prestations ACT**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- Après réception du dossier de consultation des entreprises : **30%**
- Après approbation du DCE : **20 %**
- À la remise du rapport d'analyse des offres (suite aux éventuelles négociations) : **30 %**
- Après mise au point des offres retenues et des documents contractuels des marchés de travaux : **20 %**

#### **7-2.4. Pour l'exécution du VISA**

Les prestations incluses dans l'élément VISA sont réglées comme suit :

- Mensuellement et Proportionnellement à la durée globale des travaux déterminée au stade du DCE : **100 %**

#### **7-2.5. Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)**

##### **a - Élément DET (direction de l'exécution des travaux):**

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- Prestation de vacation répartie proportionnellement sur la durée globale des travaux déterminée au stade du DCE : **100 % / vacation**

##### **b - Élément AOR (assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement des travaux):**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- à l'issue des opérations préalables à la réception, à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : **20 %**
- à la remise du dossier des ouvrages exécutés : **40 %**
- à l'achèvement des levées de réserves : **20 %**
- à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG : **20 %**

#### **7-2.6. Pour l'exécution des prestations de la mission complémentaire de coordination SSI**

- Sans objet (prestation intégré aux missions de base).

### **7-2.7. Rémunération des éléments :**

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérée comme constituant des parties techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

L'annexe 2 de l'acte d'engagement indique la répartition de la rémunération par élément de mission. L'annexe 1 de l'acte d'engagement indique la répartition des honoraires entre contractants.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments APS et APD seront payés sur la base du forfait de rémunération provisoire figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel définitif des travaux, le taux de rémunération définitive et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément de mission PRO, à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments précédents.

### **7-2.8. Montant de l'acompte :**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée aux articles ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état périodique (situation), dans les conditions ci-après définies.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'imposer un formulaire de présentation unique et commun à l'ensemble des partenaires ou l'utilisation d'une plateforme de dématérialisation des demandes de paiements, que ces derniers se devront d'utiliser. Ce processus de présentation des demandes de paiement sera confirmé ultérieurement.

#### **a. Demande de paiement (note d'honoraires) :**

Elle est établie par le titulaire qui indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par références aux éléments constitutifs de la mission.

La demande de paiement sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel elle doit être annexée.

En cas de groupement, chaque cotraitant devra établir et remettre à son mandataire sa demande de paiement correspondant à l'avancement réel de la mission. Le mandataire devra veiller au respect de cette exigence et produire un projet de décompte récapitulatif pour l'ensemble du groupement.

#### **b. Projet de décompte périodique :**

Pour l'application de l'article 11 du CCAG-MOE, le titulaire envoie au maître de l'ouvrage ou au conducteur d'opération, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique accompagné des demandes de paiement.

Il sera présenté un projet de décompte périodique unique pour tous les cotraitants, en différenciant les sommes dues à chacun et correspondant aux demandes de paiement annexées.

#### **c. Décompte périodique :**

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage ou le conducteur d'opération correspond aux montants des sommes dues au titulaire depuis le début du marché jusqu'à l'expiration de la période correspondante.

Ce montant est évalué en prix de base hors TVA.

Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler

compte tenu des prestations effectuées ;

- Les pénalités susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent marché.

#### **d. Acompte périodique :**

Le montant de l'acompte périodique à verser au titulaire est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte périodique ci-dessus, moins le montant du décompte précédent ;
- L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 6.3 du présent CCAP, après parution officielle des index correspondants ;
- L'incidence de la TVA ;
- Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants ci-dessus augmenté éventuellement des intérêts moratoires dus au titulaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte. S'il modifie le projet de décompte du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

### **7-3. Solde**

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage ou à son conducteur d'opération une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

#### **7-3.1. Projet de décompte final**

Le projet de décompte final indique le forfait de rémunération définitif fixé dans les conditions définies à l'article 5.1 du présent CCAP.

Le titulaire envoie au maître d'ouvrage ou au conducteur d'opération, par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte final.

#### **7-3.2. Décompte final**

A partir du projet de décompte final transmis par le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le conducteur d'opération établit le décompte final qui comprend :

1. le forfait de rémunération figurant à l'avenant fixant le forfait définitif ;
2. les pénalités éventuelles pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telles que définies à l'article 19 du présent CCAP ;
3. les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent marché ;
4. la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste 1 diminué des postes 2 et 3 ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

#### **7-3.3. Décompte général - État du solde**

Le maître de l'ouvrage ou son assistant établit le décompte général qui comprend :



1. le décompte final ci-dessus ;
2. la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
3. le montant en prix de base, hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
4. l'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
5. l'incidence de la TVA ;
6. l'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes 3, 4 et 5 ci-dessus ;
7. la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage ou le conducteur d'opération notifie au titulaire, par courrier recommandé avec accusé de réception, le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif après acceptation par le titulaire.

#### **7-4. Délais de mandatement et de paiement**

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global maximal de 30 jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire.

#### **7-5. Intérêts moratoires**

En cas de retard de paiement, des intérêts moratoires sont dus de droit au fournisseur (art. L2192-13 du code de la commande publique).

Il sera fait application du taux de refinancement de la Banque centrale européenne (BCE) en vigueur au 1er jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage auxquels s'ajoutera une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de **40€** (4775 CFP).

Le taux des intérêts moratoires applicables entre le 1er juillet 2024 et le 31 décembre 2024 est de **12,25 %** décomposé comme suit : 4,25 % (taux de la BCE au 1er juillet 2024) + 8.

Pour information, le taux de la Banque Centrale Européenne (BCE) est passé à 4,25 % depuis le 12 juin 2024.

#### **7-6. Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement**

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-MOE.

## **ARTICLE 8. DELAIS – PENALITES POUR RETARD**

### **8-1. Établissement des documents d'études**

#### **8-1. 1. Éléments de mission « études »**

<b>Élément de mission</b>	<b>Point de départ du délai</b>
Démarrage de la mission MOE	Date de la notification du marché.
DIAG, APS, APD, PRO	Date de l'accusé de réception par le MOE de la décision lançant la phase considérée.

#### **8-1. 2. Éléments de mission « ACT »**

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
DCE	Préparer le(s) Dossier(s) de Consultation des Entreprises (DCE)	Date de l'accusé de réception par le MOE de la décision lançant la phase considérée.
Analyse des candidatures	Fournir le rapport d'analyse des candidatures	Date de la remise au MOE des plis contenant les candidatures.
Analyse des offres	Fournir le rapport d'analyse des offres	Date de la remise au MOE des plis contenant les offres.
Mise au point des marchés	Procéder à la mise au point du/des marchés	Date de la décision d'attribution des marchés.

#### **8-1. 3. Éléments de mission « VISA »**

<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
Viser ou faire part de ses observations sur les plans, note de calcul, étude de détail et autre document établis par les entreprises	Date de réception de chaque plan, note de calcul, étude de détail et autre document établis par les entreprises

#### **8-1. 4. Éléments de mission « DET »**

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
Compte rendus de réunion BET ou éléments technique lors des vacations	Établir et diffuser au maître d'ouvrage les comptes rendus techniques de réunion :	Date de la réunion
Compte rendus de réunion de suivi des travaux	Établir et diffuser les comptes rendus de réunion : Action Maîtrise d'œuvre SEAC.	Date de la réunion

Constats	Procéder aux constatations	Date de la demande de l'entrepreneur
Notifications des décisions	Notifier les décisions du RPA	Date de réception de la décision du RPA
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation pour la partie MOE	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur
État d'avancement	Établir l'état d'avancement	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise
Projets de décomptes finaux, décomptes généraux et soldes	Vérifier les projets de décomptes finaux des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise

#### **8-1. 5. Éléments de mission « AOR »**

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
OPR	Opérations Préalables à la Réception	Date de réception, par le maître d'œuvre, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au CCAG des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.
Proposition de réception	Accompagnement du maître d'ouvrage dans la proposition de réception au RPA et la notification de la proposition de réception à l'entrepreneur	Date du procès-verbal des OPR.
Examen des désordres	Accompagnement du maître d'ouvrage dans l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA)	Date de saisine par le RPA.
PV de levée des réserves	établissement du procès-verbal de levée des réserves	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.

#### **8-1. 6. Éléments de mission « DOE »**

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
DOE	Vérification des éléments remis par les entreprises et transmettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au MOE qui les transmettra au maître de l'ouvrage.	Après réception par le MOE de tous les documents dus par les entrepreneurs.

### **8-1. 7. Éléments de mission complémentaire « coordination SSI »**

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
Coordination SSI	Remise cahier des charges fonctionnel à jour	Remise du PRO
	Dossier d'identité mis à jour	Tenue des OPR
	Examen des désordres pendant la GPA	Date de saisine par le RPA.

### **8-1. 8. Délais et pénalités pour retard**

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- Démarrage de la mission de MOE : Date de notification du marché ;
- DIAG, APS, APD, PRO, ACT (DCE) : Date fixée dans l'ordre de service indiquant de débiter cet élément de mission ;
- ACT (Analyse des offres) : Date de remise des offres au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage ;
- DOE: Date de réception des travaux.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-MOE, en cas de retard de son fait dans la présentation des documents d'études mentionnés au CCTP, le MOE subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à :

<b>Prestations</b>	<b>Tâche</b>	<b>Délais (en jours calendaires)</b>	<b>Pénalités en XPF HT</b>
DIAG	-	21 jours	10000
Avant-projet sommaire (APS)	-	28 jours	15000
Avant-projet définitif (APD)	-	28 jours	15000
Remise du dossier de permis de construire et autres autorisations administratives (PC)	-	Avec l'APD	15000
Études de projet (PRO)	-	28 jours	15000
Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT - DCE)	Préparer le DCE	14 jours	10000
	Analyse des candidatures et offres	14 jours	10000
	Mise au point des marchés	14 jours	10000
Visa	-	14 jours	10000
Direction de l'Exécution des Travaux	Comptes rendus de réunion	2 jours	10000
	Constats	15 jours	10000
	Notifications de décisions	5 jours	10000
	Mémoires de réclamation	30 jours	10000
	État d'avancement	Au plus tard le 15 du mois	10000
	Projets de décomptes finaux	(1)	10000

Assistance aux Opérations de Réception (AOR)	OPR	45 jours	15000
	Proposition de réception	15 jours	10000
	Examen des désordres	10 jours	10000
	PV de levée des réserves	5 jours	10000
Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	DOE et synthèse de la maquette BIM	30 jours	10000
Coordination SSI	Remise cahier des charges fonctionnel à jour	15 jours après remise du PRO	10000
	Dossier d'identité mis à jour	5 jours après les OPR	10000
	Examen des désordres pendant la GPA	10 jours	10000

(1) Jusqu'à la plus tardive des 2 dates suivantes :

- 15 jours après la réception du projet de décompte final ;
- 15 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Pour le calcul des jours de retard, le point de départ du décompte sera au lendemain du jour de la date limite, jusqu'au jour précédant la date réelle de remise du document d'étude ci-avant.

L'application des pénalités de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à mise en demeure préalable.

Conformément à l'instruction fiscale du 25 janvier 2006, les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA de droit commun et seront, par conséquence, appliquées en euros hors taxes sur le montant TTC du décompte.

En dérogation à l'article 14.3 du CCAG-MOE, il n'est pas fixé de plafond pour l'exonération des pénalités.

## **8.2. Réception des documents d'études**

### **8-2.1. Présentation des documents**

Par dérogation à l'article 26.4.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

### **8-2.2. Nombre d'exemplaires**

Les documents d'études qui sont remis par MOE sont définis selon le tableau ci-dessous :

DOCUMENTS	NOMBRE D'EXEMPLAIRES		
	Pièces écrites - papier	Plans - Papier	Support numérique
DIAG	1	1	clé USB
APS	1	1	clé USB /lien de transfert
APS	1	1	clé USB /lien de transfert
PC et autres autorisations	7	7	clé USB /lien de transfert

PRO	1	1	clé USB /lien de transfert
ACT (DCE)	1	1	clé USB /lien de transfert
AOR (DOE)	1	1	clé USB /lien de transfert

Une version numérique modifiable devra également être remise au MOE pour toutes les pièces écrites, plans, tableaux. Les plans devront être au format Autocad.

Le maître de l'ouvrage et le conducteur d'opération se réservent tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Le MOE assurera à ses frais la diffusion des documents d'études, provisoires et définitifs, auprès des organismes devant émettre un avis sur ces documents, à savoir Bureau de contrôle, Coordonnateur SPS, OPC, etc. La diffusion de ces documents se fera sur format papier ou sur format électronique selon accord des destinataires.

### **Présentation des documents sur supports informatiques :**

- Pièces « écrites » :

Les pièces écrites (descriptif, détails estimatifs, bordereaux de prix...) seront fournies au format numérique sur clé USB / lien de transfert exploitables sur micro-ordinateur sous environnement WINDOWS compatible PC – logiciels : WORD et EXCEL.

- Plans :

Les plans de la conception et les plans des ouvrages exécutés seront réalisés sur support informatique de type clé USB / lien de transfert, au format DWG, compatibles avec AUTOCAD.

- Documents numériques :

Afin que le DCE soit disponible en version dématérialisée, tous les documents le constituant seront convertis au format « .pdf » puis remis au maître d'ouvrage sur support électronique.

### **Présentation du DCE :**

Le dossier est remis au Maître d'Ouvrage par le mandataire de l'équipe de Maîtrise d'œuvre qui assurera la mise au point du dossier et notamment :

- Intégration dans un dossier unique des CCTP établis par chacun des membres de l'équipe de Maîtrise d'œuvre ;
- Synthèse de manière à ce que le D.C.E. forme un ensemble cohérent tant par la présentation (pages de garde de chacun des lots) que par la pagination (chaque page du CCTP doit comporter le n° du lot, le n° de la page / le nombre de pages total) ;
- Création d'une liste de plans comprenant les n° et intitulés ;
- Création de listes de documents spécifiques aux éventuelles tranches ou option avec leurs n°, une description sommaire et les lots concernés ;
- Mise au point d'une liste précisant la répartition des dépenses communes de chantier par lot, en collaboration avec le coordonnateur SPS ;
- Présentation des estimations par lot, et par option le cas échéant ;
- Élaboration de la liste des pièces écrites et documents à faire figurer en qualité de

documents contractuels dans le CCAP (dossier géotechnique, rapport d'essais, notice environnementale...).

Tous ces documents sont centralisés par le mandataire de l'équipe de Maîtrise d'œuvre et remis en une seule fois.

### **8-2.3 - Délais**

La décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir dans les deux mois prévus à l'article 26.2 du CCAG/MOE.

Ces délais courent à compter de la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'études complet à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans le délai ci-avant, la prestation est considérée comme reçue avec effet à compter de l'expiration du délai.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, à nouveau de la totalité du délai susmentionné.

### **8-3. Autres pénalités**

En cas de retard ou d'absence du MOE dûment convoqué à une réunion, ou en cas d'absence à une réunion relevant de ses obligations contractuelles ou en cas de défaut constaté dans l'exercice de sa mission, le MOE encourt sur ses créances les pénalités prévues dans le CCAG-MOE.

Conformément à l'instruction fiscale du 25 janvier 2006, les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA de droit commun et seront, par conséquent, appliquées en euros hors taxes sur le montant TTC du décompte.

En dérogation à l'article 14.3 du CCAG-MOE, il n'est pas fixé de plafond pour l'exonération des pénalités.

## **ARTICLE 9. PHASE TRAVAUX**

### **9-1. Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs**

Au cours des travaux, le titulaire doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par les entrepreneurs et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, les projets de décompte mensuels deviennent les décomptes mensuels.

Le MOE détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant des acomptes mensuels à régler aux entrepreneurs. Il transmet au maître de l'ouvrage ou à son assistant, en vue de leur validation et de leur mandatement, les états d'acomptes correspondants, qu'il notifie également aux entrepreneurs accompagnés des décomptes ayant servi de base à ces derniers si les projets établis par les entrepreneurs ont été modifiés.

Les modèles de projet de décompte pourront être fournis par le représentant du pouvoir adjudicateur ou le conducteur d'opération.

### **9-1.1. Délai de vérification**

Le délai de vérification est fixé à **7 jours** à compter de la date de l'accusé de réception des documents ou du récépissé de remise.

### **9-1.2. Pénalités pour retard**

Si le délai fixé ci-dessus n'est pas respecté, il encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à **15000 XPF HT**.

## **9-2. Vérification des projets de décompte finaux des entrepreneurs**

A l'issue des travaux, le titulaire vérifie les projets de décomptes finaux des marchés de travaux établis par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui ont été transmis par les entrepreneurs par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, les projets de décomptes finaux deviennent les décomptes finaux. A partir de ceux-ci le titulaire établit, dans les conditions définies à l'article 13.41 du CCAG applicable aux marchés de travaux, les décomptes généraux.

Il transmet ces projets (accompagnés de l'accusé de réception postal ou du récépissé des projets) au maître d'ouvrage.

### **9-2.1. Délai de vérification**

Le délai de vérification des projets de décomptes finaux et l'établissement des décomptes généraux est fixé à **7 jours** à compter de l'accusé de réception des documents ou du récépissé de remise.

### **9-2.2. Pénalités pour retard**

En cas de retard dans la vérification de ces décomptes, il encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à **10 000 xpf HT**.

## **9-3. Instruction des mémoires de réclamation**

### **9-3.1. Délais d'instructions**

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de **un mois** à compter de la date de l'accusé de réception.

### **9-3.2. Pénalités pour retard**

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, il encourt sur ces créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à **10 000 xpf HT**.

## **9-4. Ordres de services**

Tous les ordres de service à destination des entrepreneurs sont émis par le MOE.

Ceux-ci renvoient immédiatement au maître d'œuvre l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle ils l'ont reçu.

Une copie de ces ordres de services est adressée simultanément au maître d'ouvrage et au



conducteur d'opération.

## **9-5. Modifications (avenants) aux marchés de travaux**

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux" (DET) le maître d'œuvre est chargé d'établir les projets d'avenants administratifs, techniques et financiers aux marchés de travaux.

Ils seront présentés à l'entreprise concernée en 1 exemplaire original, accompagné, le cas échéant, des devis correspondants et des fiches de travaux modificatifs dûment validés par le maître d'ouvrage.

Afin de garantir le bon paiement des sommes dues aux entreprises et sauf dispositions contraires convenues avec le maître d'ouvrage et le conducteur d'opération, le Maître d'œuvre établira et diffusera ces avenants dans les huit jours ouvrés suivant la réception de l'accord écrit du maître d'ouvrage sur d'éventuelles modifications ou compléments de prestations aux marchés de travaux.

## **9-6. Visa des études d'exécution des entrepreneurs**

### **9-6.1. Délais de visa**

Le délai global imparti pour viser les documents d'exécution de l'entrepreneur (plans d'exécution, plans de synthèse, fiches techniques, etc.) est de **10 jours calendaires** à compter de la date de réception. Par ailleurs, il est précisé que le contrôleur technique dispose également d'un délai de 10 jours calendaires pour formuler ses propres avis et prescriptions, à compter de la date de réception par ce dernier des documents transmis simultanément par les entrepreneurs.

Pour les documents soumis au contrôleur technique, le MOE ne pourra les considérer « Bons pour exécution » qu'à la condition qu'ils aient recueilli un avis favorable du contrôleur technique.

Tout document d'exécution recevant un avis du bureau de contrôle de nature à modifier les prestations initialement dues par les entrepreneurs devra recueillir impérativement l'accord du Maître d'ouvrage sur les suites à donner à cet avis avant d'être considéré « bon pour exécution ».

### **9-6.2. Pénalités pour retard**

En cas de retard dans le visa des documents, il encourt sur ces créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à **15 000 xpf HT**.

## **9-7. Établissement des comptes-rendus de réunion**

Le Maître d'œuvre est tenu d'organiser et de diriger une réunion de chantier hebdomadaire.

Il pourra en tant que de besoin prévoir des visites ou réunions programmées ou inopinées complémentaires.

A l'issue de chacune de ces réunions, le Maître d'œuvre établit un compte-rendu qu'il diffuse à tous les participants.

## **9-8. Opérations préalables à la réception**

Les opérations de réception des travaux, qu'elles soient partielles ou globales, se dérouleront conformément aux stipulations des articles 41 à 43 du CCAG Travaux, étant précisé que ces dispositions s'appliquent à chaque marché de travaux.

## **9-9. Conditions d'application des pénalités**

Lorsque le délai imparti expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Sauf disposition contraire dans le présent CCAP, en cas de dépassement d'un délai, la période d'application des pénalités correspondantes commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date réelle d'exécution de la prestation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

Au-delà d'un retard de 8 jours dans la fourniture des documents attendus, le Maître d'ouvrage peut faire réaliser ces prestations aux frais et risques du défaillant. L'application des pénalités prend alors fin lors de la remise des prestations attendues.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG/MOE, il n'est pas fixé de plafond pour l'exonération des pénalités.

Conformément à l'instruction fiscale du 25 janvier 2006, les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA de droit commun et seront, par conséquence, appliquées en euros hors taxes sur le montant TTC du décompte.

## **ARTICLE 10 - COUT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX**

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- des frais d'études préliminaires (diagnostics, sondages, etc.) ;
- du forfait de rémunération du maître d'œuvre ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des provisions pour aléas et sujétions imprévus ;
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- des honoraires d'AMO, de contrôle technique, SPS, OPC etc. ;
- de la prime éventuelle de l'assurance "dommages ouvrage" ;
- des frais de publicité ;
- des taxes de raccordement aux réseaux publics hors emprise ;
- de la T.V.A. ;
- de tous les frais financiers.

Le présent marché est conclu sur la base du montant de l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux « Co », tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement. Ce montant est réputé établi aux conditions économiques fixées du mois zéro (m0) fixé dans l'acte d'engagement.

A chaque étape d'études, l'équipe de maîtrise d'œuvre s'engage à avoir pour objectif que son estimation prévisionnelle respecte l'enveloppe financière fixée par le Maître d'ouvrage.

L'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux sera arrêtée par le Maître d'ouvrage sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux établie par l'équipe de maîtrise d'œuvre à l'issue des études d'avant-projet définitif (APD) et après examen contradictoire des documents d'études.

Si le coût prévisionnel des travaux (C), proposé par l'équipe de maîtrise d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément APD, est supérieur à l'enveloppe financière (Co) arrêtée par le maître de l'ouvrage à l'article 2-1 de l'acte d'engagement ou modifiée par avenant dans les

conditions prévues à l'article 29.1 du présent CCAP, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière de réalisation des travaux fixé dans l'acte d'engagement. Si le maître d'ouvrage accepte un coût prévisionnel des travaux (C) supérieur à l'enveloppe financière (Co), le forfait définitif de rémunération l'équipe de maîtrise d'œuvre est établi suivant les dispositions de l'article 5.1 du présent CCAP.

Si le coût prévisionnel proposé par l'équipe de maîtrise d'œuvre est égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, la notification de la décision de réception par le maître d'œuvre de l'élément APD, vaut transformation de l'enveloppe financière affectée aux travaux (Co) en coût prévisionnel définitif (C).

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par l'équipe de maîtrise d'œuvre est inférieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage, la notification de la décision de réception par le maître d'œuvre de l'élément APD, vaut transformation de l'enveloppe financière affectée aux travaux (Co) en coût prévisionnel définitif (C). Dans ce cas, le maître d'ouvrage peut prévoir un réajustement des honoraires du maître d'œuvre.

Si le coût accepté par le maître de l'ouvrage n'est pas égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux (Co), un avenant fixe le coût prévisionnel définitif de réalisation des travaux (C). Cet avenant sera notifié au Maître d'œuvre, lequel en retournera un exemplaire contresigné au Maître d'ouvrage pour marquer son accord.

En cas de désaccord sur cet avenant, le Maître d'œuvre devra faire parvenir au Maître d'ouvrage une lettre recommandée avec accusé de réception, postée au plus tard 15 jours calendaires suivant la notification de l'avenant en question, précisant les motifs de son désaccord et s'il décide de résilier le contrat en renonçant à tous ses droits et sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

Faute de décision notifiée comme il est indiqué et dans le délai imparti, l'accord du Maître d'œuvre est réputé acquis.

Toute modification apportée au programme de l'opération entraînera l'établissement d'un avenant au marché ; les incidences financières et autres conditions seront négociées avec le titulaire, selon les modalités décrites à l'article 30-1 du présent CCAP. Les négociations porteront notamment sur le coût prévisionnel de réalisation des travaux (C) ainsi que sur le coût des études strictement nécessaires pour réaliser ces modifications sur la base des taux de rémunération des éléments de mission de maîtrise d'œuvre, tels que proposés dans les annexes de l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 11 - TOLÉRANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DE REALISATION DES TRAVAUX**

Le coût prévisionnel de réalisation des travaux (C) est assorti d'un taux de tolérance de 3 %.

## **ARTICLE 12 - SEUIL DE TOLÉRANCE**

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 11 ci-dessus.

Au fur et à mesure de l'avancement des études, l'équipe de maîtrise d'œuvre doit apporter au maître d'ouvrage la preuve que son projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation

des marchés de travaux, l'équipe de maîtrise d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

### **ARTICLE 13 - COUT DE RÉFÉRENCE DES TRAVAUX**

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la consultation relative à la passation du (ou des) marché(s) de travaux, l'équipe de maîtrise d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût constaté réajusté est obtenu en multipliant le montant de l'offre (ou des offres) retenue (s) par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement.

Ce coefficient est égal au rapport des index BT ou TP de la formule de révision figurant au CCAP du marché de travaux correspondant, pris respectivement au mois M0 « Études » du présent marché de maîtrise d'œuvre et au mois M0 de l'offre (ou des offres) travaux ci-dessus (dernier index connu à la date prévue pour la remise des offres).

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur (3 décimales après la virgule).

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance :

- le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux et peut demander la reprise des études. L'équipe de maîtrise d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

L'équipe de maîtrise d'œuvre dispose d'un délai de 10 jours calendaires pour représenter un nouveau Dossier de Consultation des Entreprises compatible avec le coût prévisionnel des travaux, à compter de la réception de la demande du maître d'ouvrage.

- S'il ne le déclare pas infructueux, l'opération se poursuit sans modification de la rémunération définitive du maître d'œuvre arrêtée par avenant, à l'issue de l'APD ou dans les conditions fixées à l'article 30-1 du présent CCAP,

Si le coût est supérieur au coût prévisionnel définitif arrêté à l'issue de l'APD ou dans les conditions fixées à l'article 30-1 du présent CCAP, mais inférieur au seuil de tolérance :

- Le maître de l'ouvrage peut également déclarer l'appel d'offres infructueux. Une nouvelle consultation sera alors engagée suivant les mêmes conditions calendaires qu'exposées ci avant.

L'équipe de maîtrise d'œuvre pourra prétendre à des indemnités pour la préparation d'une nouvelle consultation. Ces indemnités seront négociées avec le Maître d'ouvrage sur la base des honoraires correspondants à la mission reprise.

Si le coût est inférieur au coût prévisionnel définitif arrêté à l'issue de l'APD ou dans les conditions fixées à l'article 30-1 du présent CCAP :

- L'opération se poursuit sans modification de la rémunération définitive de l'équipe de maîtrise d'œuvre arrêtée par avenant à l'issue de l'APD ou dans les conditions fixées à l'article 30-1 du présent CCAP.

### **ARTICLE 14 - COUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le

maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux, compris prestations supplémentaires et/ou variantes éventuelles retenues.

L'équipe de maîtrise d'œuvre s'engage à tout mettre en œuvre pour respecter ce coût de réalisation des travaux.

L'équipe de maîtrise d'œuvre est réputée avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

## **ARTICLE 15 - CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT**

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

## **ARTICLE 16 - TOLÉRANCE SUR LE COUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 5%.

## **ARTICLE 17 - SEUIL DE TOLÉRANCE SUR LE COUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX**

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 16 ci-dessus.

## **ARTICLE 18 - COMPARAISON ENTRE RÉALITÉ ET TOLÉRANCE**

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés et avenants intervenus pour la réalisation de l'ouvrage, hors révisions de prix et à l'exclusion des travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante de la volonté du Maître d'œuvre (changement de réglementation, évolution du besoin, etc.).

Les surcoûts éventuels résultant du remplacement d'une entreprise défaillante ainsi que les incidences des pénalités et primes appliquées aux entreprises sont également exclus.

## **ARTICLE 19 - PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE**

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 17, le concepteur supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est le taux définitif  $t'$  de la rémunération du titulaire du marché.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 30 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux (VISA + DET + AOR).

## **ARTICLE 20 – MESURES CONSERVATOIRES**

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus imputables à la maîtrise d'œuvre dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 17, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage ou du conducteur d'opération, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

## **ARTICLE 21 – ORDRES DE SERVICES**

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux" (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés aux entrepreneurs en deux exemplaires dans les conditions prévues à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

Une copie de ces ordres de services est adressée simultanément au maître d'ouvrage et au conducteur d'opération.

Cependant, en aucun cas le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de services sans avoir recueilli au préalable la décision du représentant du pouvoir adjudicateur, dans les cas suivants :

- notification de la date de commencement des travaux ;
- passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle ;
- prolongation du délai d'exécution des travaux (article 19.2 du CCAG/Travaux) ;
- décision de poursuivre ;
- notification du décompte général (article 13.4.2 du CCAG/Travaux).

Les ordres de service faisant suite à une décision du maître d'ouvrage doivent être notifiés aux entrepreneurs dans le délai maximal de 7 jours calendaires comptés à partir de la date de réception de la décision écrite du maître d'ouvrage.

La carence constatée du titulaire dans la délivrance des ordres de service expose celui-ci à l'application d'une pénalité comme défini à l'article 9.4 du présent CCAP.

Les ordres de service doivent recevoir une numérotation chronologique et être répertoriés dans un registre.

## **ARTICLE 22 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, l'équipe de maîtrise d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de condition travail et de sécurité sur le chantier.

**Application des principes généraux de prévention :** Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, au même titre que le Maître d'ouvrage et le Coordonnateur SPS, le Maître d'œuvre doit, tant au cours de la phase conception, d'étude et d'élaboration du projet, que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter comprennent des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence d'un coordonnateur

SPS sur le chantier ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au Maître d'œuvre.

Toute modification du projet visant à rajouter des dispositifs de protections individuelles ou collectives non prévus initialement par le concepteur sera imputée financièrement à la charge de ce dernier et viendra en déduction des seuils de tolérance définis aux articles 12 et 17 du présent CCAP.

**Collaboration dans la phase des études** : l'équipe de maîtrise d'œuvre est tenue d'associer le coordonnateur SPS dès la phase d'élaboration du projet de l'ouvrage, lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier.

Il devra convoquer le coordonnateur SPS à toutes les réunions qu'il organise afin de lui permettre d'exercer correctement sa mission. Il lui adressera ses études dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission.

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra tenir compte des observations du coordonnateur SPS ou adopter des mesures d'une efficacité équivalente.

**Mesures d'organisation générale du chantier** : Les mesures d'organisation du chantier sont prises sous l'autorité du Maître d'œuvre, elles sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur SPS.

L'équipe de maîtrise d'œuvre répond aux observations ou notifications mentionnées sur le registre journal lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le registre journal tenu par le coordonnateur SPS s'il l'estime nécessaire.

## **ARTICLE 23 - DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX**

Conformément aux dispositions de l'article 1-7 du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par chaque entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans la décision écrite formelle du maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 24 – MODIFICATION DU COÛT PREVISIONNEL DES TRAVAUX SANS MODIFICATION DE LA CONSISTANCE DU PROJET**

Ce cas peut se produire, si surviennent certaines difficultés, au cours de la réalisation des travaux, ainsi, lorsqu'une entreprise cesse son activité et doit être remplacée. Il en résulte souvent que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux restant à exécuter devient supérieure à ce qu'elle aurait été si l'entreprise défaillante avait terminé le chantier.

Le MOE ne sera pas pénalisé de ce fait mais il devra, si nécessaire, remanier les dossiers. Son forfait de rémunération sera augmenté par application au surcoût de travaux des taux de rémunération des éléments de missions en cours et restants à exécuter.

## **ARTICLE 25 – UTILISATION DES RESULTATS**

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du titulaire en la matière est l'option A telle que définie à l'article 25 du CCAG/MOE.

## **ARTICLE 26 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION**

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les désordres signalés au cours de cette période de garantie ne sont pas tous levés à la fin de celle-ci.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée du dernier désordre.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 27 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

## **ARTICLE 27 – CONDUITE DES PRESTATIONS DANS LE CADRE D'UN GROUPEMENT**

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des co-traitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.5 du CCAG MOE sont applicables.

Ainsi le Maître d'œuvre fournira un organigramme des intervenants qui sera soumis au maître d'ouvrage et à son assistant, ces derniers pouvant demander à tout moment des adaptations s'ils estiment que les compétences requises sont insuffisantes. Toute modification de cette organisation fera l'objet d'une présentation soumise à l'aval de la Maîtrise d'ouvrage en s'assurant que la bonne exécution de l'opération ne sera pas compromise.

En cas de défaillance d'un des co-traitants, le Maître d'œuvre proposera son remplacement dans les mêmes conditions d'acceptation que ci-dessus.

En conséquence, l'article du CCAG-MOE, traitant de la résiliation pour faute du titulaire (article 32) s'applique dès lors qu'un seul des co-traitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à cet article.

## **ARTICLE 28 – ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION**

Conformément à l'article 20 du CCAG-MOE, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, au terme de chacun des éléments de mission considérés comme parties techniques suivants :

- APS : Études d'avant-projet sommaire ;
- APD : Études d'avant-projet définitif ;
- PRO : Études de projet ;
- ACT : Assistance pour la passation du ou des contrats de travaux (Mise au point DCE) ;
- ACT : Assistance pour la passation du ou des contrats de travaux (analyse des offres).

Le montant de chacune de ces parties techniques figure dans l'acte d'engagement.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Un délai d'un mois au minimum est prévu entre la date de notification de l'arrêt de l'exécution de l'étude et la date de prise d'effet de l'arrêt.

L'arrêt de l'exécution de l'étude entraîne la résiliation du marché conformément à l'article 31.3 du CCAG/MOE.



## **ARTICLE 29 - RESILIATION DU MARCHÉ**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

### **29-1. Résiliation du fait du maître d'ouvrage**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG/MOE, le maître de l'ouvrage peut, à tout moment, résilier le marché en cours d'exécution, sans qu'il y ait faute du titulaire.

En dehors des cas prévus à l'article 28 ci-avant, cette résiliation ouvre droit à indemnité calculée selon les modalités prévues à l'article 33 du CCAG/MOE. Il sera fait application de l'article 33 du CCAG/MOE, le taux à appliquer est de 5 %.

## **ARTICLE 30 - CLAUSES DIVERSES**

### **30-1. Modifications apportées en cours d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre**

#### **30-1.1. Nature des modifications**

Les modifications apportées, soit en phase conception, soit en phase réalisation, relèvent d'une des quatre catégories ci-après :

- **1ère catégorie** : *Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au Maître d'ouvrage* : aléas résultant de la nature du sol, de diagnostics techniques réalisés après notification du présent marché, des exigences d'administrations locales, modifications de réglementations, etc.
- **2ème catégorie** : *Modifications dans la consistance du projet résultant d'une modification du programme initial* : Ces modifications doivent être demandées par le maître de l'ouvrage ou acceptées par le maître de l'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre.
- **3ème catégorie** : *Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre* : notamment par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.
- **4ème catégorie** : *Modifications à la demande du maître d'œuvre* : dans le cas de propositions, par le maître d'œuvre, de prestations modificatives sans modification du programme et sans incidence financière, permettant de satisfaire la bonne exécution de sa mission et le respect du coût prévisionnel des travaux.

#### **30-1.2. Fiches modificatives**

Quelle que soit la nature de la modification et dès qu'il dispose des éléments d'étude de la modification, le maître d'œuvre doit présenter dans des délais compatibles avec le respect du calendrier de l'opération, une fiche modificative au maître d'ouvrage ou au conducteur d'opération.

Cette fiche comportant un numéro chronologique, éventuellement par lot, doit permettre à la maîtrise d'ouvrage de prendre rapidement connaissance de la modification projetée et de se prononcer sur la suite à y donner.

La fiche, dont le modèle pourra être imposé par la maîtrise d'ouvrage, devra en outre comprendre les informations suivantes :

- la nature du lot ou du corps d'état ;

- la date et l'origine de la demande ;
- la nature de la modification projetée ;
- le classement de la modification dans l'une des quatre catégories définies ci-dessus ;
- l'imputation comptable de la modification, le cas échéant ;
- les incidences calendaires et/ou financières éventuelles ;
- l'avis du maître d'œuvre ou BET sur la modification projetée et ses éventuelles incidences ;
- un encart réservé à l'avis du bureau de contrôle, coordonnateur SSI ou coordonnateur SPS ;
- un encart réservé à l'avis de l'assistant HQE du maître d'ouvrage ;
- un encart réservé à l'avis du conducteur d'opération ;
- un encart réservé à la décision du maître d'ouvrage.

Les fiches modificatives, accompagnées de tout croquis, extrait de plan, devis, etc. seront diffusées au conducteur d'opération lequel se chargera de les viser avant de les présenter à la décision du maître d'ouvrage lors des réunions de travail périodiques (tous les 15 jours ou tous les mois). Toute modification du projet nécessitant un positionnement rapide du maître d'ouvrage devra être anticipée pour s'adapter à cette organisation.

### **30-1.3. Décision du maître de l'ouvrage**

La décision du maître de l'ouvrage relative à toute modification du projet sera portée par écrit sur les fiches modificatives qui seront transmises par le maître d'ouvrage.

### **30-1.4. Conséquences des modifications de 1ère et 2ème catégorie**

#### **a) En phase de conception**

Lorsqu'elles interviennent lors des études, ces modifications seront estimées par le concepteur aux conditions économiques du mois m0 du présent marché de maîtrise d'œuvre.

L'incidence financière des modifications de catégories 1 et 2 sera prise en compte :

- dans l'enveloppe financière initiale Co, si la modification est validée avant la validation de l'APD ;
- dans l'estimation du coût prévisionnel définitif des travaux C, si la modification est validée après la phase APD.

#### **b) En phase d'exécution de travaux**

Lorsqu'elles interviennent lors des travaux, ces modifications seront chiffrées par les entreprises et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois M0 du marché de travaux.

L'incidence financière des modifications de catégories 1 et 2 sera prise en compte dans le coût de réalisation des travaux résultant des contrats de travaux défini à l'article 14 du présent CCAP.

Dans ces conditions, le contrat de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant pour déterminer, par la négociation, les incidences éventuelles tant sur les délais que sur le coût prévisionnel ou le coût de réalisation des travaux et la rémunération correspondante du titulaire du présent marché.

Cet avenant sera proposé par le titulaire du marché au maître d'ouvrage ou au conducteur d'opération.

Faute de proposition transmise à l'expiration d'un délai d'un mois après acceptation de la modification par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre sera réputé renoncé à toute modification

de sa rémunération forfaitaire.

La modification de la rémunération forfaitaire du titulaire sera calculée par application au montant de la différence entre les travaux modificatifs en augmentation et en diminution, des taux de rémunération des études en cours ou restant à réaliser à la date de survenance de la modification, fixées dans l'annexe de l'acte d'engagement.

Le forfait de rémunération et l'enveloppe financière travaux ou le coût prévisionnel des travaux doivent figurer dans l'avenant aux conditions économiques du mois mo (mo études) fixé dans l'acte d'engagement.

### **30-1.5. Conséquences des modifications de 3ème catégorie**

L'incidence financière des modifications de catégorie 3 ne pourra en aucun cas (y compris lorsque les travaux seront exécutés avec l'accord du Maître d'ouvrage) donner droit, par le maître d'œuvre, à une modification des conditions du coût et des honoraires de maîtrise d'œuvre résultant des contrats de travaux passés par le Maître d'ouvrage.

Les travaux modificatifs, dus à une erreur, omission ou imprécision du Maître d'œuvre sont en revanche pris en compte dans le coût constaté des travaux déterminé à l'article 18 du présent CCAP.

Dans le cas où la conformité du projet et des études établis par le maître d'œuvre serait remise en question au stade de la mission ACT, imposant au maître d'ouvrage de réaliser un additif au dossier ou de déclarer tout ou partie de l'appel d'offre infructueux, le maître de l'ouvrage peut demander au maître d'œuvre la reprise des études sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises devant conduire à une offre conforme au programme du maître d'ouvrage et conforme à la réglementation.

Le maître d'œuvre dispose alors d'un délai de 15 jours calendaires maximum pour représenter un nouveau Dossier de Consultation des Entreprises compatible, à compter de la réception de la demande du maître d'ouvrage.

En cas de non-respect de ce délai, le Maître d'œuvre subira sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé 500,00 € HT, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

### **30-1.6. Conséquences des modifications de 4ème catégorie**

Les prestations modificatives de 4ème catégorie sont sans incidence financière et ne pourront avoir de conséquence sur le calendrier des études ni sur l'objectif de livraison fixés par le Maître d'ouvrage. Par conséquent, elles ne peuvent donner droit à une rémunération du Maître d'œuvre.

## **30-2. Saisie-arrêt / avis à tiers détenteur**

Si le marché est conclu avec un groupement de co-traitants solidaires, sauf si les paiements sont effectués à des comptes séparés, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée une saisie-arrêt du fait d'un des co-traitants, retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

Dans cette hypothèse, les co-traitants ne pourront s'opposer à l'exécution de cette décision quel que soit le membre du groupement destinataire de la saisie-arrêt ou de l'avis à tiers détenteur. Dans le cas de comptes séparés et lorsque la saisie-arrêt ou l'avis à tiers détenteur sont établis à l'ordre du groupement solidaire, le montant de cette saisie-arrêt ou avis à tiers détenteur sera réparti au prorata du montant des parts de marchés de chacun des co-traitants.

### **30-3. Assurances**

D'une manière générale, le maître d'œuvre assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le maître d'œuvre répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

En outre, au vu de la jurisprudence récente en matière d'obligation de conseil et en complément de l'article A-25.3 du CCAG-MOE, l'attention du titulaire est attirée sur sa responsabilité en la matière, en particulier sur les désordres visibles ou invisibles dont il devrait avoir connaissance dans le cadre de la réalisation de sa mission selon les règles de l'art.

#### **30-3.1. Responsabilité civile professionnelle**

Le maître d'œuvre doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du contrat ou du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris les cocontractants.

Pour les travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

#### **30-3.2. Responsabilité civile décennale**

Le maître d'œuvre déclare être en possession d'une police de responsabilité civile décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le maître d'œuvre justifiera d'une police d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA). Cette police comporte au minimum un plafond de garantie à hauteur de 3 000 000 € par sinistre, et est valable sous réserve de la justification de la souscription d'un contrat collectif de responsabilité décennale.

Le maître d'œuvre devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat desdits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

#### **30-3.3. Justificatifs des polices d'assurances**

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-MOE, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

Sur simple demande du Maître d’Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu’il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu’elles n’ont fait l’objet d’aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...).

Le maître d'œuvre qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s’engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l’extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l’un de ses sous-traitants), le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d’exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le représentant du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 31 - DÉROGATIONS AU CCAG-MOE**

Article du CCAG-MOE auquel il est dérogé	Article du CCAP correspondant
14.1 et 14.3	7-1.2
26-4.2	7-2.1
14.3	7-3 et 8-9
9.2	30-3.3

## **ARTICLE 32 – ACCEPTATION DU PRESENT CCAP**

Par la mention « lu et approuvé », le titulaire du contrat déclare accepter les dispositions du présent CCAP sans aucune réserve.

Fait à :

Le :

Signature + cachet accompagné de la mention manuscrite « lu et approuvé »